**DECLARATION DE LA FSU AU CEN DU 4 JUIN 2013**

Monsieur le Recteur,

Madame la Présidente du Conseil Général ou son représentant,

Monsieur le Président de la Région Martinique

Mesdames Messieurs chefs de service et membres du personnel du rectorat

Mesdames et Messieurs les représentants des syndicats, des parents d’élèves et des corps constitués de la société civile martiniquaise,

Tout d’abord, nous tenons à apporter notre soutien aux personnels du rectorat dont on sait les conditions de travail difficiles.

Depuis nos déclarations de novembre 2012 au CEN, nous pouvons dire que rien n’a changé, au contraire.

La situation de l’école en Martinique, ne s’améliore pas et c’est peu dire. Et, alors que bien des établissements publics ont du mal à recruter, un signe ne trompe pas : le privé se remplit

et impose ses règles aux parents.

Quelle Refondation pour l’école en Martinique ? Cette question, il faut que nous nous la posions.

L’école en Martinique malmenée et maltraitée depuis des années se noie dans l’ensemble national et européen. Les écoliers français lit –on sur le site du ministère subissent des journées plus longues et plus chargées que la plupart des élèves dans le monde.

Une extrême concentration du temps d’enseignement sur la semaine et sur l’année est inadaptée et préjudiciable aux apprentissages. Le corps enseignant peut unanimement le confirmer. Il peut également affirmer qu’il souhaite que s’engage une vraie réforme. Celle affichée par le gouvernement combine tous les éléments qui auraient dû aboutir à un projet réunissant tous les partenaires de l’école. Au lieu de cela, il divise les élus, les parents, les différents personnels enseignants et non enseignants.

Les élèves aujourd’hui n’ont pas besoin de plus d’école dans le système inadapté actuel qu’on leur propose mais du mieux d’école. Rappelons que l’hétérogénéité dans les classes n’est toujours pas prise en compte. Depuis 2008, les structures spécialisées n’ont plus en charge les enfants à besoins particuliers ; il y a peu de réponses adaptées aux élèves en situation de précocité .Tout cela est laissé à la seule charge de réussite de celui qu’on accusera de ne pas savoir juguler l’échec scolaire : l’enseignant.

La rentrée scolaire s’organisera dans la division avec la moitié des communes qui entrent dans le dispositif entrainant une cacophonie malheureuse pour l’ensemble de la communauté éducative.

Qu’a-t-on fait de la synthèse de la table ronde sur les rythmes scolaires de 2010 en Martinique ?

Qu’a t- on fait des travaux connus du rectorat, de nos chercheurs et de nos médecins, notamment ceux du pédiatre Alain ROUSSELIN  ?

Pour la FSU, il n’y a pas d’urgence à mal faire. Aucun mandat électoral ne vaut le sacrifice de notre jeunesse.

La situation économique particulièrement difficile en Europe et en France révèle à ces pays des conditions que nous connaissons bien en Martinique : taux de chômage scandaleux de notre jeunesse, incapacité des autorités à proposer des formations en mesure de résorber le chômage des jeunes en particulier…

Cela n’empêche pas le ministre de l’éducation de poursuivre une réforme, qui ne saurait satisfaire les professionnels de l’éducation, On voit bien que ni le ministre de l’éducation, ni le président de la République, n’ont de recette toute faite pour sortir le pays de l’ornière : dès lors on oscille entre bonnes intentions, désir de mener une politique en faveur des jeunes, des foyers modestes, en rehaussant le niveau général, et l’impossibilité de disposer des moyens nécessaires pour y arriver sauf à transférer les charges sur les classes moyennes et les collectivités qui n’en peuvent plus.

L’examen des flux d’élèves ne peut manquer de nous interpeller : les effectifs en collèges et lycées poursuivent leur effondrement. Qu’en est t- il du projet d’internationalisation dans notre académie ? Nous ne voyons rien du magnifique projet de poser l’éducation dans notre île comme une référence….

Au contraire, nous avons le sentiment que les problèmes évidents sont laissés pour plus tard, véritables bombes à retardement. Ainsi en est-il des effectifs de nombreux établissements : le constat fait par le rectorat d’une baisse des effectifs - lycées professionnels compris - dans le second degré représente au bas mot 34% à l’horizon 2020 par rapport à 2003. Et manifestement, cette baisse des effectifs ne s’est jamais traduite par une reprise en main de notre destin, par une amélioration des conditions d’encadrement de notre jeunesse, et par une amélioration réelle des résultats.

Sinon, comment expliquer le chômage endémique de nos jeunes ? Avons-nous réellement les moyens de nos ambitions ? Ainsi quelle étude permet de constater que nos élèves de BTS par exemple trouvent des emplois correspondant à leur qualification ? Quelle étude permet de constater que les entreprises sont en mesure d’absorber le nombre d’élèves qui sortent chaque année, malgré la baisse des effectifs ?

Nous sommes entrés dans une spirale qui condamne à terme toute l’activité économique de l’île et qui menace le devenir de celle-ci.

Nous ne voyons pas venir une politique d’éducation ambitieuse, ouvrant notre enseignement sur les outils de la modernité dynamisés par un encadrement enthousiaste. C’est bien plutôt un univers, dans le public, qui s’enfonce dans le désarroi, le désenchantement et l’inquiétude.

En même temps, si cette baisse d’effectifs se poursuit, il est évident que l’existence même de nombreux établissements est condamnée. Or, à ce jour, aucune décision ne semble prise : il semble qu’on préfère laisser les choses se faire elles-mêmes. Nous préférons pour notre part une politique volontariste en ce domaine, en concertation avec les syndicats.

Nos interventions directes concernant la politique de gestion des personnels, qu’il s’agissent des 40% ou des tentatives de mise à pied de collègues en difficulté de santé, n’aboutissent pas sauf à passer par le tribunal administratif.

L’Ecole doit être adaptée aux composantes de la société martiniquaise (jeunes filles mères, familles monoparentales, chômage, précarité…)

Nous devons penser l’Ecole pour notre académie avec l’ensemble des partenaires qui gravite autour d’elle.